

CHINE La lettre d'information

Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1er Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

EMPLOYÉE CHEZ ALIBABA, sorte d'Amazon chinois, elle avait été violée par un de ses directeurs et fait savoir sur la messagerie de l'entreprise, soutenue par des collègues. Le directeur violeur avait été viré, mais les collègues aussi. Aujourd'hui, Alibaba lui écrit que « *les dommages causés à l'entreprise sont incalculables* » et qu'elle est... licenciée !

Éditorial

Difficile de s'y retrouver en cette fin d'année, tant la situation est grosse d'incertitudes et de contradictions. Le FMI table sur une croissance de l'économie chinoise de 5,6% l'an prochain au lieu de 8% cette année, l'Académie chinoise des sciences sociales ne voit, elle, qu'un peu plus de 5%, mais la différence se chiffre en millions d'emplois ! La haute direction du Parti communiste chinois (PCC) a tenu une conférence de travail sur l'économie (10 décembre), dont la presse officielle met en valeur deux aspects : d'une part, « *prévenir la croissance sauvage du capital* », alors que jamais le pays n'a ouvert aussi grand ses portes au capital financier étranger; d'autre part, « *les logements sont faits pour y vivre, pas pour la spéculation* », comme si le pouvoir lui-même n'avait pas laissé la spéculation immobilière enfler jusqu'à mettre au bord de la faillite des dizaines de promoteurs privés, dont le géant Evergrande ! Le pouvoir appuie donc sur le frein, mais la construction immobilière était un moteur essentiel de l'activité... Le FMI constate : « *Les risques de baisse s'accumulent sur les perspectives actuelles de croissance* ».

Suspension d'activité... La politique économique choisie par Xi Jinping lui-même il y a plus d'un an visait à relancer l'activité par la consommation intérieure, mais tout indique un échec car les dépenses de consommation sont en berne. En cause, l'inflation, en particulier les loyers et la hausse des prix alimentaires : les prix du porc ont grimpé de 40% depuis octobre ! Et puis les incertitudes qui pèsent sur l'emploi et les salaires : nombre de salariés ont été contraints d'accepter des congés sans solde ou le gel de leur salaire – ou de démissionner – du fait de la baisse d'activité. L'employée d'une PME des hautes technologies à Canton raconte : « *Notre patron a procédé à une retenue de 20% sur les salaires dans une de ses entreprises et les a transformés en part variable. De ce fait, de nombreux employés ont quitté l'entreprise. Sur un peu plus de 130 employés, 32 sont partis au premier semestre* » (« South China Mor-

ning Post », 4 décembre). Dans la province du Zhejiang, « *l'un des plus grands centres manufacturiers de Chine, de nombreuses entreprises ont suspendu leurs activités à la demande des autorités locales pour tenter de contrer une flambée des cas de contamination au Covid* », indique l'agence Reuters (14 décembre).

Les licenciements se multiplient avec les restrictions dues à la pandémie, à la faiblesse de l'activité ou simplement à des choix de rentabilité du secteur privé. Ainsi, la plate-forme de streaming vidéo iQiyi, soutenue par le géant privé Baidu, licencie des centaines de travailleurs, en moyenne 20% de ses effectifs et 1500 employés pourraient être touchés (« Caixin », 9 décembre). Elle dégraisse comme les autres géants privés des technologies et du commerce en ligne...

Et si les banquiers et spéculateurs se soucient du remboursement des 260 milliards de dettes d'Evergrande, qui va défendre les intérêts des 200 000 travailleurs du géant au bord de la rupture ? Et que vont devenir ces 3,8 millions d'autres qui travaillent dans des entreprises auxquelles Evergrande a passé commande ?

L'inquiétude au sein de la jeunesse a engendré cette année un nombre record de candidats à l'examen national de la fonction publique, « *dans l'espoir de décrocher un emploi sûr dans un contexte de ralentissement de la croissance et de chômage élevé chez les jeunes* », explique « South China Morning Post » (30 novembre) : plus de 1,4 million de candidats, soit 40% de plus que l'année dernière, pour... 31 200 postes !

La stabilité sociale nécessaire à la préservation de leurs pouvoirs détermine les bureaucrates à serrer la vis encore davantage dans cette situation d'incertitudes. Aucun champ n'échappe à la répression et les autorités de Hong Kong font bonne figure ! En l'espace de quelques mois, plus de 50 associations, partis, syndicats, ONG ont disparu, contraints à la dissolution. En août, la cheffe de l'exécutif, Carrie Lam, avait nié l'existence d'une répression : « *Nous respectons la société civile* ».

On assiste à des choses ubuesques... par exemple, la nomination à la tête du conseil d'administration de l'Université de Hong

Kong d'un policier, chef de l'office de surveillance de la police, ou bien ce tribunal jugeant que la RTHK, la radio-télévision de Hong Kong, n'a pas droit à la liberté d'expression ! On lira (voir au verso) comment s'y poursuit cette répression systématique, notamment à l'encontre de Lee Cheuk-yan, le secrétaire de la confédération syndicale HKCTU aujourd'hui dissoute.

Et en Chine continentale, si l'affaire de Peng Shuai, la joueuse de tennis dis-parue un temps, a fait le tour du monde, « *des personnalités moins connues telles que Wang, Huang et Fang ont disparu alors que la Chine renforce les restrictions contre le militantisme sur les questions sociales* », écrit « Los Angeles Times ». La Commission Enquête Chine a traduit cet article (voir au verso).

La résistance s'exprime de différentes façons. Les livreurs de repas de Foodpanda n'ont pas hésité à se mettre en grève deux jours pour gagner sur leurs revendications, négociées par leurs délégués et leur syndicat. Au plan électoral, seulement 30% des électeurs se sont déplacés le 19 décembre pour l'élection des députés, soit le plus bas taux depuis la rétrocession de Hong Kong à la Chine en 1997. Parmi les élus dont le pouvoir vérifiaient le « patriotisme », plusieurs dirigeants de la HKFTU, le syndicat proche du pouvoir, qui, eux, n'ont pas pris la défense des livreurs.

Cette situation sur laquelle pèse une répression incessante risque de susciter « *une accumulation de colère sociale* », expliquait un militant. Dans un message du 1er décembre intitulé « Adieu », la confédération syndicale HKCTU écrit : « *Vous avez peut-être aussi entendu dire que les travailleurs de Hong Kong ont continué à mener des campagnes pour les droits ouvriers et la justice sociale au cours des derniers mois, par exemple la grève des livreurs de repas qui a suscité grande attention dans la société. C'est l'assurance claire de la persistance du mouvement syndical à Hong Kong. Nous vous invitons à en suivre l'actualité.* »

Bien sûr « La Lettre » le fera et fera état régulièrement des diverses protestations recensées.

Nos remerciements aux lecteurs qui se sont généreusement réabonnés.

Ils ont aidé des femmes, des travailleurs, des ouvriers oubliés et mourants. Et puis ils ont disparu...

Extraits du « Los Angeles Times », 1^{er} décembre 2021

Wang Jianbing a rendu visite à des ouvriers du bâtiment mourants. Sophia Huang Xueqin a enquêté sur les premiers cas #MeToo en Chine. Fang Ran voulait soutenir des ouvriers d'usine dans le sud. Cette année, tous les trois ont disparu. (...) Les trois militants ont été soumis à une forme de détention secrète appelée « résidence surveillée dans un lieu approprié », qui permet à l'État d'enfermer des personnes dans des prisons clandestines sans procès. Le groupe de défense des droits humains *Safeguard Defenders* estime que 45 000 à 55 000 personnes y ont été soumises depuis que Xi Jinping est devenu président en 2013, et jusqu'à 15 000 rien qu'en 2020.

Wang et Huang ont ensuite été placés dans un centre de détention à Guangzhou pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État », selon leurs familles et amis. Mais les multiples appels du journal au centre de détention n°1 de Guangzhou, où Wang et Huang seraient détenus, sont restés sans réponse.

De nombreux détenus dans ce cadre sont accusés de mettre en danger la sécurité nationale. Des avocats des droits de l'homme, des dissidents politiques, des pétitionnaires et des membres de minorités religieuses ou ethniques en ont été les victimes. Les droits des femmes et des travailleurs étaient naguère considérés comme des questions exposant moins à la répression, si les militants ne dépassaient pas certaines limites. Mais cela a changé et le Parti communiste est résolu à faire taire tout citoyen qu'il considère comme une menace pour la « stabilité ». (...) Actuellement, les services de sécurité ont plutôt tendance à s'en prendre aux individus isolément, afin

de moins attirer l'attention. « *Ils en ont fini avec les plus en vue, ils s'attaquent maintenant à ceux d'en bas* », déclare Rio, 35 ans, militant syndical et ami de Wang.

Fang a été le premier des trois militants à disparaître. Le jeune homme de 26 ans préparait un doctorat en sociologie à l'Université de Hong Kong et rédigeait une thèse sur le développement du mouvement ouvrier en Chine continentale. Il était membre du Parti communiste. (...) Fang a fréquemment publié des posts sur WeChat sur les droits des travailleurs, le harcèlement sexuel ou le déplacement des migrants. Il a parcouru les villes industrielles du sud de la Chine, partageant la vie des travailleurs et les soutenant lorsqu'ils tentaient de faire grève ou de demander réparation pour des accidents du travail. Pourtant, selon son ami, « *s'il menait des études sur le travail, il n'adhérerait à aucune idéologie, que ce soit celle de Marx ou d'autres...* » On a demandé à plusieurs reprises à Fang de venir « boire un thé » (un euphémisme pour un avertissement des services de police) pour son militantisme, mais il n'était pas découragé.

« Ils en ont fini avec les plus en vue, ils s'attaquent maintenant à ceux d'en bas » déclare Rio, 35 ans, militant syndical

En août, il était en Chine continentale pour des travaux universitaires sur le terrain. Des agents de la sécurité de l'État lui ont demandé de venir prendre un autre « thé » à la fin du mois. On n'a plus eu de nouvelles de Fang depuis.

Wang Jianbing et son amie Huang ont disparu le 19 septembre 2021, alors qu'ils se rendaient à l'aéroport. Wang Jianbing, 38 ans, un militant syndical qui organisait souvent chez lui des réunions avec des jeunes partageant ses idées, s'est consacré à aider les ouvriers du bâtiment qui meurent de silicose ou de maladies pulmonaires professionnelles. Ils font partie

des travailleurs les plus délaissés en Chine. La plupart étaient pauvres et déjà condamnés. Les gouvernements locaux harcelaient souvent tous ceux qui les défendaient. Wang n'avait ni argent ni influence politique. Mais il a aidé les ouvriers pendant des années, leur rendant souvent visite pour qu'ils se sentent moins seuls dans leurs derniers jours. « *L'idée que vous puissiez subvertir l'autorité de l'État simplement en vous réunissant chez vous est inimaginable* », déclare son ami Rio. (...) Les autorités ont rejeté les demandes d'informations des parents de Wang et l'avocat qu'ils avaient engagé. La police a interrogé plus de 40 amis de Wang et Huang, certains pendant 24 heures d'affilée. La police a également fouillé leurs domiciles et copié des fichiers de leurs matériels informatiques.

Huang, 33 ans, est journaliste indépendante et militante #MeToo. Elle avait déjà été détenue. En 2019, la police l'a empêchée de se rendre à Hong Kong pour poursuivre une maîtrise en droit. Elle a été placée en « surveillance résidentielle » pendant trois mois parce qu'elle avait écrit en ligne sur les manifestations en faveur de la démocratie à Hong Kong. Elle est restée sous surveillance – une caméra spéciale a été installée dans la cage d'escalier de son appartement – un an encore après sa libération.

Elle a protesté contre cette surveillance illégale, en brandissant des pancartes, en demandant des informations sur le montant des fonds publics dépensés pour une telle surveillance. Un jour, alors qu'elle allait lire un poème de protestation devant la caméra, elle a découvert qu'elle avait disparu !

Huang a également écrit sur les pressions auxquelles sont confrontées d'autres militantes des droits des femmes et du travail, comme Li Qiaochu, détenue pour avoir dénoncé les mauvais traitements dont était victime son ami, le militant des droits démocratiques Xu Zhiyong. (...) ●

La répression à Hong Kong : Lee Cheuk-yan à nouveau condamné !

À HONG KONG, depuis l'entrée en vigueur en juillet 2020 de la loi sur la sécurité nationale, une cinquantaine d'organisations ont été contraintes à la dissolution en 2021. Il s'agit d'associations diverses, de partis et groupes politiques, d'une dizaine de syndicats et surtout de la seule confédération syndicale chinoise indépendante, la HKCTU. D'autres ont quitté Hong Kong pour des cieux moins menaçants, tel Amnesty.

Mais la répression ne connaît aucun répit : le 29 novembre, la quasi-totalité des personnalités politiques qui militaient en faveur de la démocratie, toutes opinions confondues, se retrouvaient à nouveau devant la justice. Après pratiquement dix mois de détention préventive pour la grande majorité de ces militants (14 d'entre eux sur les 47 ont été libérés sous caution) dans le cadre de la nouvelle loi de sécurité nationale, ils font face aux juges sous l'accusation de « *conspiration*

en vue de subversion » ! En fait, ils avaient organisé tout à fait légalement des élections primaires en juillet 2020 à la veille de l'élection de députés au Parlement crouillon... Aucune autorité ne leur avait signifié à l'époque qu'ils risquaient d'être accablés de cette accusation. 600 000 électeurs avaient d'ailleurs participé à ces primaires.

Lee Cheuk-yan condamné ! Et puis le 13 décembre est tombé le verdict d'une autre affaire : Lee Cheuk-yan a été condamné à 14 mois de prison pour « incitation, organisation et participation » à une veillée aux chandelles le 4 juin 2020. Sept autres personnes ont également subi les foudres de la justice. Cette traditionnelle cérémonie de commémoration du massacre de Tian Anmen en 1989, était organisé par l'Alliance de Hong Kong pour le soutien aux mouvements patriotiques démocratiques de Chine (elle est aujourd'hui dissoute), dont la présidence était assurée par Lee Cheuk-yan (Voir

son plaidoyer dans « La Lettre » n°564 du 1^{er} novembre). Cette nouvelle condamnation sera concomitante à celle de 20 mois qu'il purge aujourd'hui.

Voici ce qu'il dit de sa vie en prison : « *Il n'y a pas grand-chose à dire sur la vie en prison, si ce n'est que c'est le même emploi du temps chaque jour et la même nourriture chaque semaine. Avec un programme aussi ennuyeux et davantage de temps pour faire de l'exercice, j'ai réussi à perdre 7 kg, je suis donc plus mince et en meilleure forme. C'est la seule bonne nouvelle au milieu des mauvaises nouvelles de l'actualité.* »

Par ailleurs, le 22 novembre, un manifestant de 2019 a été condamné à 28 mois de prison pour jet d'une bouteille d'eau en plastique vers un barrage de police et le fondateur de l'association d'étudiants Student Localism, partisan de l'indépendance de Hong Kong, a été condamné à 43 mois de prison pour « sédition ». ●